



Synthèse des ateliers –débat
1^{er} juin 2013
Héry-sur-Alby

Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété?

Contributions d'ordre général

Changer les mentalités

- En éduquant les plus jeunes générations: intégrer davantage le développement durable aux programmes scolaires.
- Inciter au boycott, lutter contre le conditionnement : accorder autant d'importance à une pub pour les transports en commun que celle qu'on accorde aux voitures.
- Favoriser le télétravail pour limiter les déplacements.
- Améliorer la communication entre citoyens et élus.
- Consommer des produits locaux et de saison.
- Favoriser des animations publiques locales sur les moyens de développer la sobriété personnelle et au niveau des entreprises.

Les transports

- Mutualiser les outils de mobilité à l'échelle d'un territoire pertinent (ex : bassin de vie).
- Augmenter la fréquence des bus.
- Etablir une gratuité des transports en commun en acceptant que ce soit un budget déficitaire : soustraire à ce coût ce que l'on gagne au plan de la santé, de la pollution ...
- Mettre en place une billetterie commune entre tous les transports en commun (Bus/SNCF).
- Coordonner les horaires des transports en commun avec ceux des entreprises, des trains
- Encourager le covoiturage et l'auto partage.

Negawatt

- Mettre en œuvre le scénario négawatt réaliste et nécessaire

Contributions d'ordre réglementaire et financier

- Taxer le kérozène, limiter les transports aériens.
- Augmenter le prix de l'énergie, en particulier du carburant.
- Etiqueter les produits de façon à connaître leur parcours, valoriser les produits locaux dans les magasins, informer le consommateur du coût en CO2 des produits.
- Agir contre le sur emballage, informer de la part de l'emballage dans le coût total d'un produit.
- Instaurer un label pour garantir la non obsolescence programmée.
- Interdire les cadeaux publicitaires bas de gamme.
- Mettre des normes antipollution pour les véhicules utilitaires légers qui n'en ont pas suffisamment et brider leur moteur.
- Réduire la température dans les établissements collectifs.
- Taxer les propriétaires bailleurs qui refusent d'investir dans l'isolation.
- Isoler les logements sociaux et les bâtiments publics.
- Obligation d'éteindre les éclairages publics entre minuit et 5h – limiter le nombre de lampadaires
- Agir sur les PLU pour accorder les Permis de Construire au plus près des commerces

Expériences positives

- La cogénération : récupérer la chaleur perdue des centrales (sauf hydroélectrique et éoliennes). Exemple à Chambéry, 5 chaufferies collectives, 2 en cogénération qui chauffent (et éclairent ?) bâtiments et administrations. Avec 2 chaufferies en cogénération, on ferme un réacteur nucléaire.
- Conception d'une mobylette ultra confort qui roulerait à 32 km/h, mais la législation la limite pour ces véhicules à 25 km/h (en projet).

Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

Contributions d'ordre général

- ***Privilégier les solutions locales :*** bois sera la source adaptée à un endroit et l'éolien ailleurs. La cogénération est à privilégier, cependant ce n'est pas un gage de "rentabilité", par exemple la chaleur est utile en hiver mais moins ou pas du tout en été. Il faut donc de la souplesse, de la diversité dans les sources et une adaptabilité pour la transformation d'une énergie en une autre : chaleur / électricité. Privilégier les solutions qui impactent le moins : la méthanisation permet l'utilisation du méthane qui de toute façon est produit et passe dans l'atmosphère.
- ***Il faut privilégier les installations de grande taille*** lorsqu'elles permettent la mise en oeuvre de processus plus propres, plus performants (chaudières à bois collectives ultra-performantes / poêle individuel). La limite des installations de grande taille est la façon dont se fait l'approvisionnement (ex : méthanisation : il ne faut pas aller chercher les déchets trop loin donc adapter l'unité de méthanisation).
- ***Les solutions à privilégier sont celles qui permettent un recyclage le plus complet,*** (ex : les panneaux solaires photo-voltaïques actuels / ceux qui sont à base organique) Le rendement est à mettre en balance avec l'impact écologique.
- ***L'écologie doit être optimisée :*** pas de barrage mais des prises d'eau alimentant des micro-centrales pour réduire l'impact halieutique.
- ***Le local ne peut être une solution unique, la mise en réseau est une obligation*** pour réguler en fonction des ressources des territoires. Une ville ne peut mettre en place les mêmes installations qu'une commune rurale.
- ***Garantir les choix, c'est mettre au premier plan la mutualisation*** ce qui implique une analyse poussée des avantages-inconvénients, des bénéfices et des nuisances (odeur / méthanisation par exemple). Et cela passe par la mobilisation de techniciens, mis à disposition des communes et des entreprises pour effectuer des études objectives, ce qui

n'est pas le cas lors de démarchage d'entreprises de pose de matériels !

- ***Les techniques et installations sont de plus en plus complexes.*** La population est aujourd'hui déconnectée des technologies nouvelles. On a parlé de technologies confidentielles, "d'affaire d'ingénieurs". Les principaux vecteurs de communication sur ces technologies sont les entreprises privées dans le cadre de démarchage commercial. Beaucoup de citoyens n'ont plus confiance. *Besoin de mettre à disposition de la population, pour tous les âges, des outils d'information, de conseil, de formation, qui soient désintéressés et d'intérêt général. Formation dans les écoles, pour les professionnels et les particuliers.*
- Les installations utilisant des énergies renouvelables sont aujourd'hui réservées à une minorité de personnes militantes, agissant par conviction face à des coûts plus importants, des contraintes administratives.
- Une grande source d'énergie peut être exploitée à partir de nos déchets (méthanisation, biogaz), et en réduisant nos gaspillages.
- Utilisez l'énergie hydraulique perdue dans les captages d'eau potable (parfois de grandes dénivellations) pour faire tourner des turbines entraînant des alternateurs.

Contributions d'ordre réglementaire et financier

- Cela passe par des ***créations de pôles « transition énergétique***» avec des personnels qualifiés, sur les régions et départements, financés par ceux-ci.
- ***Obligation de faire le point sur les ressources possibles*** pour la transition énergétique au niveau local en associant la population dans un débat **réellement** démocratique.
- Comment faire changer les pratiques quand le seul argument est celui du prix ? Les mesures incitatives ne semblent pas suffire. ***Besoin de directives nationales imposant certaines pratiques, certains choix par rapport à d'autres ?*** Les constructeurs privés semblent moins responsables que les individus qui sont de plus en plus sensibilisés.
- ***Taxer les revenus immobiliers*** pour financer la rénovation thermique des logements.

- *L'énergie n'est pas vendue aujourd'hui à son coût réel. Comment faire payer au consommateur l'énergie, et en particulier l'électricité, à son juste prix, sans augmenter les inégalités ?*

Expériences positives à porter à la connaissance des décideurs

- Unité de méthanisation sur Gruffy, qui utilise les déchets agricoles et alimentaires / lycée et collectivités.
- Projet de cogénération dans des bâtiments publics sur l'agglomération de Chambéry, et pour des projets d'habitat collectif.
- Pour l'habitat individuel : solutions s'appuyant sur les chaudières à granulés, les puits canadiens, la géothermie
- Non aux fermes photovoltaïques, qui empiètent sur des espaces agricoles, alors qu'on peut trouver d'autres espaces disponibles : toitures de bâtiments industriels et agricoles...
- Développer les solutions de covoiturage : aires aménagées sur les péages, mise en place de panneaux indiquant la destination souhaitée pour inciter l'arrêt des automobilistes
- Concernant les pratiques agricoles liées à l'élevage : encourager le développement de cultures céréalières permettant d'utiliser la paille pour composter et ainsi diminuer les épandages polluants, et récupérer de la chaleur (par exemple en initiant des projets de coopératives de biogaz).

Quel gouvernance? Quel rôle notamment pour l'Etat et les collectivités ?

Contributions d'ordre général

Participation des citoyens et rôle des élus, de l'Etat dans la prise en compte des citoyens l'information et la formation

Un constat : La parole des citoyens n'est pas suffisamment prise en compte. Les citoyens n'ont pas la possibilité de contrôler les élus en cours de mandat.

Il y a un déficit d'information et de formation des citoyens et des élus sur ce sujet.

Propositions :

- Instaurer des espaces relais entre citoyens et élus
- Imaginer un dispositif permettant aux citoyens de contrôler leurs élus
- Obligation de consulter les associations
- Prise en charge par l'Etat de l'information et de la formation des citoyens par le biais :
 - de la télévision par des spots ou des émissions consacrées à la transition énergétique
 - de l'intégration dans les programmes de l'Education Nationale de la transition énergétique (dans le cadre des programmes EDD) à tous les niveaux avec une formation des professeurs

Un impératif : que ces informations et formations soient indépendantes, hors de tout conflit d'intérêts !

Au niveau des territoires

- Possibilité pour chaque territoire d'avoir une production locale en ce qui concerne l'énergie pour mieux maîtriser l'ensemble du cycle et rapprocher la production de la consommation
- Décentralisation de la production d'électricité au plus près des territoires en fonction du contexte local

- Compétence donnée au niveau intercommunal avec un rôle d'initiatives, d'animation et de coordination en matière d'énergie
- Obligation de faire des diagnostics des outils existants pour évaluer leur pertinence par rapport aux objectifs de transition énergétique
- Contrôle à échéance régulière des projets
- Désignation au niveau communal ou intercommunal d'un élu délégué à l'énergie
- Utiliser la sociocratie et les processus de communication non violente comme mode de gouvernance

Contribution d'ordre réglementaire

Au niveau de l'Etat

- Imposer des normes plus strictes et des obligations contractuelles mais en simplifiant les démarches administratives trop lourdes qui découragent les initiatives
- Empilement des instances à simplifier
- Etablir un schéma d'ensemble cohérent sur le long terme pour éviter des décisions contradictoires en cas d'alternance politique : besoin d'une vision et d'actions à long terme
- Inscrire explicitement la transition énergétique dans la charte de l'environnement adossée à la constitution
- Manier la carotte et le bâton (ex : fiscalité écologique mais aides pour isoler les bâtiments).
- Oeuvrer au niveau européen pour que des choix volontaristes soient faits et que des décisions soient prises aussi à ce niveau là

Expérience positive à porter à la connaissance des décideurs

La commune d'Héry sur Alby a réduit en 4 ans la consommation d'électricité de la commune de 20% par diverses mesures (réduction de l'éclairage public, bâtiments communaux ...).

ANNEXE : Contribution d'un participant

Sobriété - Efficacité Energétiques

Mairie ou collectivités

- Installer un thermomètre (au moins) dans chaque salle dépendant de la mairie : mairie, salle des fêtes, écoles, équipements sportifs, salles municipales ... visible à deux mètres, sensible au dixième de degré près.
- Effectuer un bilan annuel de la consommation en chauffage, en commençant par un bilan initial, et un bilan détaillé des températures relevées, rendre publics ces bilans.
- Premier objectif : 19°C maximum (à expliquer - pédagogie).
- Baisser la température d'année en année (j'en suis à moins de dix-huit degrés).
- Diminution de l'éclairage nocturne (de 23-24h à 5-6h) (à expliquer - pédagogie).
- Développer le transport en commun en site propre.
- Développer le déplacement à vélo.
- Développer le parking de covoiturage, le parking-relais P+R.
- Développer le chauffage collectif, avec compteur individuel.
- Réduire la publicité (en relation avec "Agir pour le paysages").
- Utiliser (pour les rencontres) de la vaisselle réutilisable.
- Encourager les associations, les mettre en valeur.
- Encourager le transfert de connaissances, de savoir-faire.
- Encourager l'échange de biens et de services.
- Mettre en place des cahiers de doléances, de suggestions. En effectuer un suivi organisé, répondre.
- Inciter les écoles à faire participer parents, grands-parents et bénévoles (pédibus, accompagnement lors de sorties, animation ...),
- Inciter les écoles à communiquer par mail, à s'ouvrir.
- Inciter les écoles à faire accepter une baisse progressive du chauffage.

Chez soi

- Baisser la température en hiver.
- Rendre les volets étanches.
- Améliorer l'isolation.
- Mettre en place des panneaux solaires thermiques (eau chaude sanitaire).
- Se déplacer à pied, à vélo, en bus, pratiquer le covoiturage.
- Pratiquer le Pédibus (accompagnement collectif à pied des enfants à l'école, ou à vélo).
- Conduite économique en voiture.
- Ampoules basse consommation dans les pièces principales.
- Interrupteur sur multiprise pour éteindre les appareils en veille.
- Voiture propre, abandon du diesel.
- Citélib (voiture à la demande).
- Aliments peu emballés.
- Congélateur peu gourmand en énergie.
- Allumage extérieur par détection de présence.

- Pas de gaspillage de nourriture.
- Acheter local (marché, direct du producteur au consommateur).
- Privilégier les commerces de proximité (pas trop gros, pour ne pas acheter trop).
- Ne pas acheter de produits dont on a vu la pub à la télé, ou ailleurs, acquérir ce réflexe.
- Privilégier les marques distributeur, sauf exception (qualité).
- Essayer d'acheter de l'électroménager durable (tests UFC - Que Choisir).
- S'abonner à la newsletter UFC - Que Choisir.
- Composter les épluchures et déchets verts.
- Favoriser la réutilisation des objets devenus inutiles (don ou revente).
- Acheter des objets d'occasion (voiture, vélo ...).
- Participer à des échanges de biens ou de services, bénévolat.
- Changer de fournisseur d'énergie (Enercoop ...).
- Participer à des actions collectives à caractère symbolique ou pédagogique.
- Participer à des actions de protestation (avec humour et gaieté).

Niveau national

- Augmenter le prix du fret routier, du gas-oil.
- Augmenter le prix de l'électricité (actuellement, il est faussé).
- Agir sur la distribution (grande et moindre) par de la réglementation : durabilité, aspect sanitaire, emballage, traçabilité, origine précise des produits.
- Agir contre la publicité (qui va à l'encontre de la sobriété - énergétique ou autre ...).
- Favoriser la formation permanente (secteurs public et privé).
- Développer des autonomies régionales (pour favoriser les initiatives).
- Eclater l'Education Nationale, l'ouvrir, ne pas la limiter à l'enseignement.
- Réformer la langue française (dans son usage courant et réglementaire).
- Encourager le bénévolat, même en concurrence avec le secteur réglementé ou public.
- Agir pour limiter la taille des grandes villes.
- Encourager le télé-travail et les horaires libres.
- Mettre en place l'action de groupe.
- Détaxer les actions de formation, de transmission du savoir ou du savoir-faire.